



-POUR DIFFUSION IMMÉDIATE-

Montréal, le 16 décembre, 2004

## DES EMPLOYÉS D'ALCAN EN INDE RESPONSABLES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE Des dizaines de manifestants se rassemblent sur le parvis d'Alcan a Montréal pour dénoncer les brutalités

Aujourd'hui, le groupe de solidarité **Alcan't in India** tenait une manifestation devant le quartier général d'Alcan, a Montréal, pour commémorer le meurtre de trois villageois anti-mine il y a quatre ans dans la région du Kashipur, en Inde. En même temps, des rapports indépendants en provenance d'Inde révèlent que des voyous, à l'emploi de la compagnie depuis 3 ans, ont attaqué plusieurs délégations qui tentaient d'entrer dans la région pour y observer la commémoration du Jour des Martyrs du Kashipur.

*"Juste avant la manifestation, nous avons reçu des nouvelles de Sudhir Pattnaik, un journaliste indépendant basé en Orissa, que 7 000 résidents locaux se sont rassemblés plus tôt pour commémorer la fusillade du 16 décembre 2000 et pour réaffirmer leur opposition a la mine," a dit Abhimanyu Sud, porte-parole du groupe **Alcan't in India**. "Et ceci en dépit de la présence policière massive, qui bloque toute la région et qui restreint les mouvements et les communications a l'intérieur de la région aussi bien que depuis la région vers l'extérieur. Cette intimidation policière fait partie d'un plan prémédité en appui au projet minier UAIL, duquel Alcan possède 45%".*

De la même source, le groupe a appris que différentes délégations de journalistes, un membre du parlement de l'état et d'autres politiciens se sont fait rudoyer, que leurs véhicules ont été endommagés et que l'entrée dans la région leur a été bloquée par une foule de voyous sous la direction de Girish Patro and Damburu Naik, deux employés d'UAIL. Joan Martinez-Allier, un professeur d'économie Espagnol, ainsi que plusieurs observateurs Anglais se sont fait confisquer leurs passeports par les voyous. Cette intimidation illégale s'est produite juste devant le poste de police de Tikiri, au vu et au su de la police.

*"Manifestement, Alcan refuse de prendre ses responsabilités dans cette affaire sordide. Alors que, d'un côté, ils 'dénoncent' la violence au Kashipur, ils n'entreprennent aucune mesure active pour arrêter cette violence. En fait, ce sont des employés d'UAIL, donc des employés d'Alcan, qui ont été identifiés aujourd'hui comme les responsables de la répression au Kashipur," a dit Patrick Cadorette, un autre porte-parole d'**Alcan't in India**, depuis le parvis enneigé de la Maison Alcan.*

*" C'est très difficile de croire les affirmations répétées d'Alcan selon quoi la majorité des habitants du Kashipur supportent le projet de mine alors que, malgré la répression et l'intimidation, des milliers de personnes se sont rassemblées et ont résolu de faire sortir Alcan du Kashipur a tout prix. De même, les preuves évoquées par Alcan pour supporter son soit-disant appui populaire ont été acquises sous la menace policière et la corruption politique," a ajouté M. Sud. " Par exemple, dans des entrevues récentes, la porte-parole d'Alcan a affirmé que les 10 000 à 15 000 personnes qui ont participé à une manifestation pro-mine le 28 novembre dernier démontrent un appui général pour la mine. Ce qu'elle oublie de mentionner, c'est que des millions de roupies ont été dépensées pour faire venir au moins 5 000 personnes depuis les régions environnantes, et que le Collecteur de District, qui est sensé être un bureaucrate impartial, a été identifié comme un des organisateurs de cet événement. Il est clair qu'Alcan et ses partenaires Indiens, avec l'appui du gouvernement d'Orissa, fabriquent le consentement pour leur projet".*

**Alcan't in India** et ses supporters se sont rassemblés aujourd'hui devant la Maison Alcan pour révéler ces faits au public et aux représentants d'Alcan. *"Nous demandons qu'Alcan retire ses investissements de ce projet injuste, irresponsable et nébuleux"* a dit un des manifestants. *" Ça fait trop longtemps qu'Alcan reste muet sur la situation, ici au Canada, alors que leur entreprise en Inde est instauré par l'intimidation et la violence".*

### Information:

**Abhimanyu Sud [en] ou Patrick Cadorette [fr]**

**(514) 398-7432 · (514) 298-9974 [cell]**

**alcantinindia@yahoo.com**

**<http://www.saanet.org/alcant>**